



Assemblée générale

Distr. limitée
9 juin 2001
Français
Original: anglais

Vingt-cinquième session extraordinaire

Comité spécial plénier

Point 10 de l'ordre du jour

Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire

Projet de rapport du Comité spécial plénier

Rapporteur : M. Alireza **Esamaeilzadeh** (République islamique d'Iran)

Additif

Le Comité spécial plénier a examiné le paragraphe 37 du projet de déclaration sur les villes et les autres établissements humains en ce nouveau millénaire (A/S-25/2) à sa séance, le juin 2001.

À la même séance, le Comité a approuvé les modifications ci-après et a recommandé à la session extraordinaire d'adopter le paragraphe 37 tel que modifié :

a) Le paragraphe 37 a été remplacé par le paragraphe suivant :

« Nous décidons en outre d'habiliter les autorités locales, les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires du Programme pour l'habitat, dans le cadre juridique et compte tenu de la situation de chaque pays, à jouer un rôle plus actif dans la fourniture de logements et le développement durable des établissements humains. Cela peut se faire grâce à une décentralisation effective, le cas échéant, des responsabilités, de la gestion des politiques et de la prise de décisions et à des ressources suffisantes, et notamment, si possible, à une dévolution du pouvoir de recouvrement des recettes fiscales aux autorités locales, grâce à la participation et à la démocratie locale ainsi qu'à la coopération internationale et aux partenariats. Plus particulièrement, il faudrait garantir aux femmes un véritable rôle dans la prise de décisions au sein des autorités locales, si nécessaire par le biais de mécanismes appropriés. À cet égard, nous convenons d'intensifier notre dialogue, notamment, si possible, par l'intermédiaire de la Commission des établissements humains, sur toutes les questions liées à la décentralisation et au renforcement effectifs des autorités locales, à l'appui de l'application du Programme pour l'habitat, conformément au cadre juridique et aux politiques de chaque pays. »